



# COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

**Quarante-troisième session**  
*«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»*

**Rome (Italie), 17-21 octobre 2016**

**DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FONDS INTERNATIONAL DE  
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)**

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Madame la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial,

Monsieur le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Chers collègues,

Mesdames et messieurs,

La réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de cette année est la dernière à laquelle je participe en tant que président du Fonds international de développement agricole (FIDA). Aussi est-ce le moment d'examiner ce qui a été réalisé et de réfléchir à ce qu'il reste à faire.

Le CSA et le FIDA ont tous les deux été créés il y a quarante ans, à seulement quelques mois d'intervalle. Depuis près de quarante ans, le FIDA participe activement à la lutte engagée pour mettre un terme à la sous-alimentation.

Nous avons toujours travaillé avec les petits exploitants et, au fil du temps, l'action du FIDA et d'autres acteurs en faveur du développement ont donné des résultats: de nombreuses petites

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.*

*Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



mr 978

exploitations sont devenues plus productives, sont mieux insérées au sein des filières alimentaires et sont plus prospères.

Des progrès remarquables ont été réalisés. D'après le rapport sur le développement rural que le FIDA a publié le mois dernier, en 1990, 44 pour cent de la population des régions en développement vivait avec moins de 1,90 USD par jour. En 2012, cette proportion avait chuté à 14,9 pour cent. En outre, de nombreux pays en développement accèdent au statut de pays à revenu intermédiaire.

Mais l'argent ne peut pas tout. On sait que la sous-alimentation peut persister même lorsque la production et les revenus augmentent. Et les conséquences catastrophiques qui en résultent se transmettent de génération en génération.

C'est pourquoi nous nous sommes efforcés de faire du CSA un lieu où les trois organismes internationaux basés à Rome peuvent collaborer afin de résoudre le fléau mondial de la sous-alimentation.

Nous avons été parmi les premiers artisans de la réforme du CSA en 2009. Nous avons multiplié par deux notre financement. Nous avons soutenu avec enthousiasme la mise au point des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en situation de crise prolongée. Nous avons aussi apporté notre soutien aux orientations recommandées sur divers sujets, notamment l'accès des petits propriétaires aux marchés, le changement climatique, la nutrition, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

En soutenant le Comité nous visions à la progression vers un monde libéré de la faim et à faire en sorte qu'un CSA réformé joue un rôle actif dans la mise en place d'un pôle alimentaire mondial ayant son centre ici, à Rome.

Des progrès ont sans aucun doute été obtenus. Nous saluons l'effort de transparence du CSA et nous nous félicitons de l'évaluation en cours. Le FIDA a toujours soutenu le CSA et continuera de le faire.

Cela étant, sept ans après le lancement de la réforme du Comité, on en est toujours à discuter des politiques pendant que des centaines de millions de personnes, dans le monde entier, se couchent le soir le ventre vide.

Pour moi, les enseignements à tirer sont déjà clairement établis. Nous devons aller au-delà de la seule formulation de politiques mondiales. Disposons-nous du cadre international et des instruments qui permettent leur mise en œuvre? Quels sont les accords institutionnels en vigueur? Avons-nous les capacités nationales et régionales qui permettent de traduire les politiques formulées sur le papier en mesures concrètes sur le terrain? Nous devons faire davantage, mieux et plus vite, tous ensemble.

Les femmes, les hommes et les enfants des zones rurales doivent être au cœur de l'action à mener – sans querelle de clocher – pour concrétiser la sécurité alimentaire pour tous et réaliser le Programme 2030. Nous devons renforcer et développer nos compétences. Nous devons travailler en synergie et de manière complémentaire, sans entrer en concurrence, sans empiéter sur les mandats qui ne sont pas les nôtres, sans saper la confiance.

Notre tâche commune est d'aider les femmes, les hommes et les enfants des zones rurales à mener la vie à laquelle ils aspirent, exactement comme nous le souhaitons pour nous-mêmes. Il nous faut transformer les zones rurales en lieux où les gens puissent s'épanouir et envisager sereinement un avenir.

Les zones rurales doivent devenir des espaces où chacun des trois milliards de ruraux peut compter sur des bases solides et être en mesure de s'adapter au changement climatique, et où l'accès à une alimentation nutritive et abondante est garanti, tous les jours.

Nous devons œuvrer ensemble, dans l'unité, à la concrétisation de cette ambition. Voilà le dernier vœu que je formule pour le CSA et pour nous tous!

Je vous remercie.